

## POLÉMIQUE AUTOUR DE L'ASSASSINAT DES MOINES DE TIBHIRINE

# Les bavardages d'un général français

*François Bushwalter, un général français à la retraite qui était en poste à Alger en tant qu'attaché de défense auprès de l'ambassade de France entre 1995 et 1998, compose une nouvelle version — sa version — sur l'assassinat des moines trappistes de Tibhirine en 1996. Dans sa confession bien tardive, recueillie le 25 juin 2009 par le juge antiterroriste Marc Trévidic et à laquelle Le Figaro a eu accès et en a publié les propos dans son édition d'hier, le général évoque «une bévue» de l'armée algérienne. Trop grosse la couleuvre !*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Qu'a confessé le général à la retraite au juge Marc Trévidic ? D'abord qu'il détenait cette information d'un officier algérien qui aurait été lui-même mis dans la confiance par son frère, chef d'escadrille d'hélicoptère au moment des faits.

Cet officier, opérationnel, aurait confié à son frère — François Bushwalter n'a pas dévoilé leur identité pour, assure-t-il, des raisons de sécurité — qu'un jour de mai 1996, alors qu'ils patrouillaient en hélicoptère entre Blida et Médéa, ils aperçurent un bivouac qui ressemblait à un campement terroriste, et, alors, le mitraillèrent.

Et ce n'est qu'une fois qu'ils se sont posés sur les lieux, qu'ils se rendirent compte qu'ils venaient de mitrailler des moines trappistes, en l'occurrence ceux de Tibhirine.

«Ils ont donc tiré sur le bivouac. Ils se sont ensuite posés (...) Ils ont découvert qu'ils avaient tiré sur des

moines... Les corps des moines étaient criblés de balles», a déclaré le général français dans sa déposition.

Il a, ensuite, affirmé au juge qui a recueilli sa déposition, qu'il avait alerté sa hiérarchie, par écrit, mais qu'on lui avait intimé d'observer le silence pour ne pas nuire aux relations entre la France et l'Algérie.

Un silence qu'il observa treize années durant, sans qu'il ressentait pendant cette longue période le besoin de soulager sa conscience dont il a dit qu'elle a été torturée.

François Bushwalter soutient que la note d'information, l'alerte, en somme, qu'il expédia à sa hiérarchie, a été classée secret défense. Pour accréditer sa thèse selon laquelle les 7 moines de Tibhirine ont été victimes d'une bévue de l'armée algérienne, le général français prétend que pour dissimuler les preuves du mitraillage, les militaires ont fait disparaître les corps criblés



Les moines de Tibhirine.

Photo : DF

de balles des moines, annonçant n'avoir retrouvé que les têtes.

Mais se peut-il qu'un mitraillage depuis un hélicoptère atteigne les victimes partout sur le corps sauf au niveau de la tête et du visage ? Cela est absolument invraisemblable.

Autre fait étonnant, le général français semble avoir évacué de sa mémoire l'épisode de la négociation avec le GIA, qui avait envoyé un émissaire à l'ambassade de France, à Alger.

Il est vrai que les supposées confidences de l'officier algérien lui ont été faites après les obsèques des sept moines, donc bien après le passage de ce

mystérieux émissaire du GIA.

Mais est-ce une raison suffisante pour que l'ancien attaché de défense efface d'un trait cette phase de négociation de son récit ? Car dans sa fonction d'alors, il ne pouvait être laissé dans l'ignorance quant à ce qu'apportait comme message le GIA.

Il ne pouvait, en outre, occulter qu'il y avait eu deux équipes françaises de négociateurs, l'une chapeautée par Alain Juppé, alors chef du gouvernement, et l'autre par Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur de l'époque. Rappelons que le GIA avait annoncé, dans un de leurs communiqués le rapt des moines de Tibhirine tout en proposant à la France un échange de prisonniers.

Et c'est, d'ailleurs, pour cela que deux équipes françaises de négociateurs ont été formées.

Cependant, les négociations n'avaient pas abouti.

Le GIA annonçait, le 21 mai 1996, avoir tranché la gorge des sept moines.

Le 30 mai, soit près d'une semaine plus tard, les têtes sans corps des sept moines

étaient découvertes dans la région de Médéa.

La commission rogatoire internationale, sous l'égide du juge antiterroriste Jean-Louis Brugère, avait, notons-le, validé la thèse de l'exécution des moines par le GIA.

Le général français, qui, à travers sa déposition, relance le fameux «qui-tue-qui ?», se rend désormais l'auteur d'une seconde version tentant d'impliquer l'armée algérienne dans l'assassinat des moines de Tibhirine et dans celui de monseigneur Claverie, tué dans un attentat près d'Oran.

C'est à l'AFP qu'il a confié cela, arguant que seules les autorités pouvaient être au courant du déplacement de ce dernier, d'autant plus qu'il avait changé son billet d'avion à la dernière minute.

Avant lui, un ancien officier déserteur du DRS, Abdelkader Tigha, avait affirmé dans plusieurs journaux de l'Hexagone que l'armée algérienne était impliquée, en ce sens que, selon lui, elle manipulait le GIA et que Djamel Zitouni, alors émir de l'organisation terroriste, était un exfiltré de l'armée.

Cet officier avait même soutenu que les moines de Tibhirine auraient été aperçus dans une caserne de Blida après le rapt. Le ragoût était de mauvais goût. Et François Bushwalter y met la même sauce.

Mais pour indigeste qu'il soit, il met en appétit la partie civile, notamment M<sup>e</sup> Patrick Baudouin, qui a aussitôt demandé la levée du secret défense sur les rapports du général français à sa hiérarchie.

Cela étant, la publication de la déposition de François Bushwalter, au lendemain de la célébration de la Fête de l'indépendance algérienne à bien des égards, a quelque relent politique.

Et ce, d'autant plus qu'est inscrit dans l'agenda du président Bouteflika — du moins il y a accord de principe — une visite d'Etat en France.

Cela, les internautes qui ont réagi à l'article du *Figaro* n'ont pas raté l'occasion de le souligner.

Comme ils n'ont pas manqué de relever la légèreté de la thèse soutenue par le général français.

S. A. I.

## Sarkozy se garde de commenter

Le président français Nicolas Sarkozy a commenté hier le témoignage du général français à la retraite sur l'assassinat des moines de Tibhirine.

Sarkozy, qui s'est exprimé en marge du sommet franco-britannique, a eu la formule la moins engageante.

«Il y a un juge d'instruction qui est en charge de ce dossier, la justice est saisie. Les déclarations de ce témoin ont été faites

devant un juge. Laissons la justice faire son travail», a dit M. Sarkozy. «Que puis-je dire maintenant, si ce n'est compléter le travail de la justice ? Et on verra à l'issue de cette instruction ce qu'il en sera.

Que la justice fasse son travail, aille jusqu'au bout de son travail, je n'ai pas d'autres commentaires à faire», a conclu le chef de l'Etat, soulignant qu'il s'agissait



d'un «drame qui l'avait bouleversé» et qu'il s'était lui-même rendu sur place.